

Pourquoi et comment l'Etat peut-il intervenir dans le développement de l'économie sociale?

1. Justification

L'agriculture connaît un état de crise qui se manifeste de multiples manières.

L'agriculture est confrontée au modèle productiviste dominant qui se heurte à sa propre réussite. Poussé jusqu'au bout, il conduit à des restructurations incessantes de pans entiers du secteur et pourrait aboutir à réduire la population d'actifs, voire dans certains secteurs ou régions à sa disparition.

Le processus en cours conduit souvent à une standardisation des produits, en même temps qu'il comporte de nouveaux risques sanitaires.

L'agriculture est également confrontée à une crise de la consommation qui évolue également dans différentes directions. La demande de biens standardisés à bas prix coexiste avec des demandes nouvelles (sécurité, environnement, soutien au développement).

La demande est donc moins homogène, plus difficile à évaluer tandis que souvent elle se construit en dehors du secteur agricole.

L'agriculture est aussi confrontée à la crise écologique au sens large. Si celle-ci se manifeste le plus souvent dans des conflits locaux et régionaux entre environnementalistes et agriculteurs, elle a pourtant une dimension plus large qui est celle de la confusion créée par les effets externes, tantôt positifs mais non rétribués (paysage), souvent négatifs et de plus en plus sanctionnés (pollution). Pour les agriculteurs, c'est un signe de la rupture entre eux et le reste de la société.

L'agriculture est enfin confrontée à une crise institutionnelle qui se manifeste dans une crise de confiance. Confiance des consommateurs dans la qualité de l'alimentation, confiance des producteurs dans les systèmes d'encadrement de leurs activités.

Cette dernière aboutit souvent à la production de normes (environnementales, sanitaires, marchandes) qui se superposent et s'enchevêtrent pour créer un "environnement" qui paraît chaotique tant aux producteurs qu'aux consommateurs.

2. Objectifs

Les multiples dimensions prise par la crise agricole justifiaient qu'on s'arrête sur les processus en cours d'autant qu'on ne peut les réduire à une pure stratégie économique, une pure logique instrumentale (segmentation du marché, politique marketing).

Parmi ceux-ci cette recherche visait à évaluer les potentialités et difficultés des initiatives collectives tant des producteurs que des consommateurs en direction des nouvelles filières agro-alimentaires.

3. Dispositif de recherche

La recherche s'appuie sur un inventaire - le plus exhaustif possible - d'initiatives venant de la base (bottom-up) et relevant donc de ce qu'on appelle communément *auto-organisation*, et ce dans le secteur agro-alimentaire. Près de deux cents initiatives ont été recensées en Belgique, plus fréquentes en Wallonie et dans les provinces où des programmes européens ont été développés.

Plutôt qu'une évaluation quantitative de ces initiatives (en termes d'emploi, de production, etc.), la recherche a développé une analyse en profondeur de six initiatives : deux coopératives de produits fermiers, une association de promotion de la lutte intégrée dans l'arboriculture fruitière, une filière labellisée en viande bovine, les "boerenmarkten" et les "voedselsteams", spécialisés dans la vente directe collective de produits fermiers aux consommateurs.

Chaque étude de cas a fait l'objet d'une analyse économique (coûts de transaction), d'une analyse sociologique (construction socio-technique) et d'une analyse de la demande (laddering method).

4. Résultats

La demande des consommateurs

Étudiée par le biais d'une étude de type marketing (laddering method), elle se révèle prioritairement orientée par des critères de sécurité (santé), des critères de goût, des préoccupations d'environnement et enfin des critères pratiques, notamment d'accessibilité et de coût.

Ces résultats ne peuvent être étendus à l'ensemble des consommateurs, mais ils révèlent - quelle que soit la filière étudiée - une sorte de portrait type d'une fraction (à notre avis) croissante de consommateurs soucieux de qualité qui traduit peut-être des évolutions structurelles de la demande globale.

La qualité

Le souci de qualité est un point commun des filières étudiées, mais ce souci est d'abord un processus complexe dont l'enjeu est la qualification du produit. Ce processus implique un travail de signalisation qui soit tout à la fois crédible et significatif pour le consommateur.

Dans un contexte d'incertitude forte (suite aux différentes crises récentes ou anciennes), il implique également de (re) construire une relation de confiance entre producteurs et consommateurs dont les mécanismes reposent tout autant sur des dispositifs personnels (marché fermier) qu'impersonnels (label). C'est sans doute une caractéristique notable de ces initiatives collectives que de chercher à donner une identité forte à leur produit mais aussi une identité qui a du sens et de la crédibilité aux yeux des consommateurs.

Le dialogue entre producteurs et consommateurs

Les monographies détaillées indiquent cependant avec netteté que ce processus de qualification ne se borne pas à un simple étiquetage et à des actions de marketing (par ailleurs nécessaires).

Les initiatives tentent toutes – à des degrés divers – d'entrer en contact avec le consommateur qu'ils soient représentés directement dans les associations et coopératives ou qu'ils soient associés par des visites, des journées portes ouvertes, etc.

Le processus de qualification est en fait un long processus auquel sont associés producteurs, vulgarisateurs, consommateurs, transformateurs, organismes de certification, etc. C'est qu'il s'agit d'ajuster progressivement, souvent de manière tâtonnante, les compétences des producteurs, les choix techniques, les contraintes de commercialisation, les demandes des consommateurs. On a affaire à un processus d'apprentissage réciproque plus que de vulgarisation.

L'action collective

L'analyse économique détaillée de ces différentes filières a été effectuée afin de comprendre leur mode de fonctionnement et d'évaluer leur viabilité. Celle-ci apparaît réelle pour autant que l'action collective soit soutenue. L'analyse des coûts de transaction permet de montrer l'importance que prend l'action collective dans ces initiatives. Elle suppose en effet à la fois une prise de risque, des investissements collectifs (par exemple en formation, en communication) qui sont au-delà des possibilités individuelles de la plupart des producteurs. D'autre part bon nombre de ces initiatives apparaissent économiquement adaptées à des producteurs de petite dimension.

L'analyse économique indique également l'importance de l'organisation de ces initiatives. Plus les coûts d'investissements spécifiques sont élevés (par exemple de définition d'un cahier de charges, d'organisation de formations, etc), plus une organisation forte est importante pour épargner sur les coûts de transactions et de fonctionnement.

5. Conclusions et perspectives

Cette recherche permet d'ouvrir la question du rôle de l'Etat dans ce secteur particulier.

Il apparaît que l'Etat doit certes contribuer au débat sur les choix et la hiérarchisation des priorités en matière de biens collectifs particulièrement lorsque les mécanismes de marché sont inappropriés pour les faire émerger.

Il s'agit d'ailleurs d'une tâche habituellement assignée aux pouvoirs publics : garantir l'intérêt général.

L'intervention réglementaire ou incitative y trouve néanmoins ses limites d'autant que le processus en cours s'exerce dans un contexte d'incertitude forte et de connaissances incomplètes sur les modèles d'organisation les plus adéquats ou encore sur la définition de la légitimité.

Si le rôle de l'Etat reste donc un rôle d'arbitrage, il lui faut sans doute réfléchir sur les modalités d'intervention les plus appropriées pour remplir cette tâche difficile.

Évaluer, enregistrer, soutenir et susciter l'innovation, tirer les leçons d'itinéraires expérimentaux devrait sans doute plus que jamais guider l'action de l'Etat dans ce domaine.